

Avril 2008

la  
cgt

# Aquitaine

I N F O R M A T I O N S

BULLETIN D'INFORMATION DE LA CGT AQUITAINE

ÉDITO

## Représentativité, syndicalisation, démarche revendicative : une cohérence à construire



Pouvoir d'achat, emploi, retraite... tous les indicateurs sociaux sont dans le rouge.

Des luttes nombreuses et victorieuses dans le cadre de la Négociation Annuelle Obligatoire, le premier Mai, la journée d'action du 15 mai dans l'éducation nationale avec les lycéens et plus largement dans la fonction publique, la journée d'action unitaire du 22 mai sur les retraites, la journée d'action prévue autour des Ford sur le développement de l'emploi industriel, sont autant de points d'appuis qui mettent en évidence un contexte qui, certes n'est pas simple, mais significatif de mécontentements profonds qui peuvent se traduire en luttes rassembleuses et unitaires.

La semaine de syndicalisation que nous avons impulsée en Aquitaine est une première qui va en appeler d'autres. D'ores et déjà la dernière semaine de Septembre

sera un rendez-vous qui donnera le "LA" d'une rentrée revendicative offensive dans notre région. Etre plus nombreux, pour être efficace et pour obtenir de nouvelles conquêtes sociales tel est l'enjeu. L'accord concernant la représentativité, même s'il est incomplet (ce n'est pas un texte de la CGT...) montre une avancée significative. Il faut se rappeler le 48ème congrès et sa volonté d'avancer sur la démocratie sociale comme composante, à part entière de la démocratie. Se rappeler également le rapport du Conseil économique et social qui reprenait le triptyque : élections dans toutes les entreprises, faire en sorte que ce soit les salariés qui décident, accords majoritaires sur la base de la représentativité réelle c'est à dire en voix, et droits nouveaux.

Cet accord marque un tournant dans la représentativité, ce sont les salariés qui vont décider. L'accord de 66 qui mettait tout le monde au même niveau sans prendre en compte ce qu'il représentait réellement permettait ainsi d'écarter la CGT...

Nous sommes bien dans une nouvelle phase qui va nous engager dans une démarche ou la délégation de pouvoir va être renvoyée aux calendes grecques, à véritablement mettre les syndiqués et les salariés au cœur de notre conception d'élaboration revendicative, collective et démocratique.

L'enjeu de la syndicalisation est posé, voire imposé... des syndiqués plus nombreux, formés pour une vie syndicale redynamisée.

L'urgence qui nous est posée, aujourd'hui, pour demain, pour le syndicalisme du futur, pour un syndicalisme de conquêtes sociales, c'est l'attente des salariés, c'est notre responsabilité d'y répondre. ■

*Alain Delmas*

→ **Sommaire** : ÉDITORIAL → p.1 • SYNDICALISATION : Campagne régionale de syndicalisation : Renforcer la CGT pour gagner → p.2 et 3 • ÉGALITÉ HOMME-FEMME : Un 8 mars international → p.4 • AÉRO-DÉFENSE : Le secteur Aéro Défense et Spatial entre dans une zone de fortes turbulences !!! → p.5 • TRANSPORT : TER : Un besoin urgent → p.6 • GPEC : La GPEC, qu'est-ce que c'est ? → p.7 • ARTISTE DU MOIS : Alain LONCA → p.8

## SYNDICALISATION

# CAMPAGNE RÉGIONALE DE SYNDICALISATION

## RENFORCER LA CGT POUR GAGNER

*Nous faisons tous le constat de difficultés à construire des plans de syndicalisation dans les structures professionnelles et territoriales, mais cette semaine aura au moins eu l'intérêt de faire mesurer l'importance et l'urgence que nous avons tous à poser un peu la caisse à clous, pour faire le point et s'occuper un peu de nous.*

Des initiatives ont eu lieu, d'autres sont en cours d'élaboration. Cependant, une chose est sûre, nous sommes entrés résolument dans une campagne régionale de syndicalisation.

Les militants qui ont participé à des initiatives à l'entrée des boîtes, ont déjà prévu d'y revenir dans les prochains jours, les prochaines semaines. Des idées fleurissent, des perspectives s'ouvrent, à nous maintenant de ne pas lâcher prise et poursuivre la construction de plans de syndicalisation.

Mesurons aujourd'hui l'avancée qualitative de la démarche que nous avons engagée.

Nous sommes entrés dans la mise en œuvre concrète de ce que nous disons depuis longtemps : il faut renforcer la CGT pour gagner durablement.

Aussi, il nous faut dès aujourd'hui tracer des perspectives pour les semaines à venir en s'appuyant sur la campagne prud'homale.

Les contacts pris avec les salariés cette semaine, les discussions qui ont eu lieu dans les UL et dans les syndicats, la quinzaine de syndicalisation confédérale du 2 au 13 juin et le tour de France des UD qui

démarre sont autant de points d'appuis pour porter notre campagne de syndicalisation.

Le Comité Régional a décidé d'organiser une nouvelle semaine régionale de renforcement, préparée plus en amont, nourrie par les différentes initiatives et en phase avec la campagne prud'homale. Ce temps fort aura lieu du 29 septembre au 3 octobre 2008 ce qui laisse un peu de temps pour la préparer. Dès aujourd'hui, contact est pris avec le réseau d'affichage 4x3 pour rendre la CGT et la semaine de renforcement plus visible aux yeux de tous.

Enfin un petit groupe de pilotage de la campagne de renforcement et de préparation de la prochaine semaine temps fort a été mis en place pour à partir des éléments fournis par les syndicats, les UL, et les UD ; travailler la communication, l'impulsion et le suivi de la campagne. Ce petit groupe est composé de camarades d'UD, UL, et de Professions.

La bataille pour le renforcement de la CGT doit être partie prenante de notre activité syndicale. Proposer l'adhésion à un salarié doit devenir un réflexe chez les syndiqués.

La barre est haute mais cette semaine nous avons gravi une marche importante ; à nous de créer les conditions pour ne pas redescendre et continuer à monter.

Décidons dans nos syndicats et nos territoires d'y contribuer. ■

**Philippe Mediavilla**

### Des initiatives qui en appellent d'autres

La semaine de syndicalisation a été émaillée d'initiatives dans les départements et les professions.

En Dordogne, c'est le secteur de l'aide à la personne qui a été ciblé. Une trentaine de salariés se sont syndiqués et de bons contacts ont été pris pour les semaines à venir.

Dans les Pyrénées Atlantiques les Services Publics ont également engagé deux plans de syndicalisation dans le Béarn et sur la Côte basque. L'Union Syndicale Construction CGT 64 a également rencontré des salariés sur des chantiers comme celui de l'autoroute Langon-Pau.

Dans les Landes et le Lot et Garonne, des rencontres avec les syndicats dans des UL ont eu lieu pour discuter de syndicalisation et des plans de renforcement sont en cours d'élaboration, déjà des adhésions arrivent.

Enfin en Gironde, une réunion avec des salariés organisée par l'UL de Langon et des syndicats dont la FILPAC s'est traduite par la création d'une base et 60 adhésions immédiates dans une entreprise du bois.

# LA POSITION COMMUNE SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE CHANGE LA DONNE SOCIALE.

*Il va faire de l'audience réelle des syndicats aux élections professionnelles la clé de voûte des relations sociales dans l'entreprise, et rendre par là même impossible tout accord minoritaire.*

*Pour autant rester sur une logique de représentativité peut nous conduire à perpétuer un syndicalisme « d'élus » un syndicalisme délégataire.*

Cela peut aussi nous amener à vouloir faire la différence avec les autres organisations syndicales. Pourtant nous le savons bien la division des salariés et de leurs organisations syndicales est préjudiciable à la construction des rapports de forces pour maintenir les acquis, gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Etre représentatif pour négocier, signer des accords c'est normal, c'est la démocratie. Mais pour être efficace dans la négociation, signer de bons accords, il y a un passage obligé il faut construire le rapport des forces. Les luttes régulièrement démontrent que, rassemblés, les salariés(es) peuvent gagner.

Au-delà des sensibilités, des opinions, des uns et des autres, la CGT propose de travailler ensemble des initiatives permettant de poser les aspirations diverses des femmes et des hommes pour permettre de négocier du local au national, avec nos employeurs respectifs, avec les législateurs, des réponses améliorant la situation professionnelle de tous.

Comment assurer un travail de qualité quand tous les jours on doit faire face :

- au risque de perdre son travail,

- à des difficultés financières,
- à l'impossibilité de faire des projets.

La précarité se développe, toutes les catégories en sont victimes, sous les formes les plus diverses. Le stress et le mal vivre au travail est une réalité quotidienne pour des salariés (es) de plus en plus nombreux.

Nous ne pouvons plus accepter, que des femmes et des hommes ne puissent pas, vivre dignement, se loger, se soigner, se nourrir, etc.

Les réponses apportées par nos employeurs, divisent, favorisent la concurrence des salariés (es) et rend difficile leur légitime riposte.

La CGT propose de construire un Nouveau statut du travail salarié et une Sécurité sociale professionnelle permettant à chaque femme et homme d'avoir des droits tout au long de sa vie professionnelle et transposables à tous les employeurs.

Face à nos difficultés individuelles, nous avons besoin de construire des réponses collectives.

Les salariés(es) de toute catégorie, de divers secteurs professionnels, femmes, hommes, jeunes, anciens, sous statut, sous contrat, etc. ont besoin d'unir leurs connaissances, leurs expériences, leurs savoirs, leurs idées.

Pour faire reculer la précarité et gagner de nouveaux droits, il est indispensable que les salariés(es) prennent et trouvent toute leur place dans les syndicats.

La syndicalisation et l'organisation des syndiqués dans des syndicats de proximité pour leurs permettre de débattre de décider et d'agir, est un enjeu majeur parce que :

- se syndiquer permet de participer aux choix et aux décisions pour faire évoluer nos conditions de vie et de travail.

- se syndiquer permet d'exiger ensemble de véritables garanties sociales pour tous les salariés(es).

Pour ne plus subir, pour agir, je me syndique. ■

**Bernard Soubaigné**

*Être syndiqué ça donne aussi le sourire*



# ÉGALITÉ HOMME-FEMME

## UN 8 MARS INTERNATIONAL



affiche campagne européenne sur les salaires

*Dans le cadre du projet inter-syndical européen sur l'égalité hommes-femmes, deux débats ont été proposés en Gironde, à l'occasion du 8 mars, à partir des cinq thèmes travaillés dans le projet. L'hôpital Saint-André proposait une rencontre sur la conciliation de la vie familiale avec la vie professionnelle ; l'UL de Pessac mettait à l'ordre du jour de la rencontre des syndicats du territoire, le thème de l'engagement des femmes dans le syndicalisme.*

Débat à l'hôpital : le mode de garde des enfants et les horaires ; peu de places à la crèche de l'hôpital. Le temps partiel et le congé parental devraient être pris en compte dans le déroulement de carrière. Le droit à des jours d'ab-

sence pour enfant malade est un droit essentiel qui devrait être élargi aux secteurs privés. La hantise des changements intempestifs dans les roulements de travail de jour, du fait du manque de personnel, conduit à faire les nuits ; les primes de nuit permettent de mieux assumer les frais de garde. Il faut gérer la contradiction entre l'exigence d'initiatives professionnelles et l'infantilisation par l'administration quand surgit l'impondérable d'une absence pour raison familiale ; ce sont surtout les femmes qui assument ces exigences familiales. Ce qui apparaît avec l'augmentation du nombre de professionnelles de cinquante ans : gérer son temps pour s'occuper des parents âgés ou des petits-enfants, voire les deux ; l'autorisation d'absence pour l'accompagnement de fin de vie d'un parent doit être sans perte de salaire. Quel droit à la vie sociale quand on n'a pas d'enfant ? (« tu n'as pas besoin de congés l'été »). Comment on concilie ? En étant sans cesse dans le calcul de l'organisation de la journée et la semaine, pour assurer l'intendance familiale ; tout recalculer si les horaires de travail changent. C'est une préoccupation qui reste présente à l'esprit tout en organisant le travail autour des patients.

A l'UL de Pessac, la réunion, regroupant trente participants pour vingt syndicats de secteurs d'activités divers d'ouvriers et employés, est l'occasion de découvrir le travail fait pour gagner l'égalité hommes/femmes alors que ce n'est pas forcément repérer comme tel : lutte pour la nomination d'une femme au poste de cadre, négociations pour une égalité salariale. C'est aussi l'occasion de faire le point du nombre de femmes impliquées dans chaque syndicat. Réponse : peu. Les femmes sont moins syndiquées que les hommes. Quant à prendre des responsabilités, « celles qui s'impliquent sont virulentes et apportent un autre point de vue qui fait évoluer » ; « elles gèrent le budget

familial alors savent calculer le salaire qui manque ». Mais beaucoup n'osent pas, ne se sentent pas capables, sont habituées peut-être aux discriminations ; certaines disent avoir plus confiance dans des délégués hommes ; les femmes doivent se battre pour être écoutées par les directions ; certaines « comptent sur le mari » ; des maris interdisent à leur femme de s'engager syndicalement ; « les femmes semblent être plus dans la conciliation et ne se sentent pas bien dans un syndicat dit de contestation ».

L'UL de Pessac est animée par une femme. Après deux ans de travail collectif sur les modes de fonctionnement à inventer pour mieux intégrer des femmes, le constat étant fait d'une relâche de la vigilance et de la rapide apparition de difficultés, l'équipe se saisit du projet inter-syndical pour reposer la problématique. Comment fait-on, à nouveau, vivre la charte de la qualité de vie syndicale ? Rappel des engagements pour intégrer des femmes dans l'activité ; retour sur ce qui a réussi un temps puis constat que pour celles qui ont abandonné, c'est la pression des charges familiales qui a pesé. Ce qui ne s'est dit qu'entre filles : la difficulté à assumer, dans la vie de couple, l'engagement de la femme. Cela conduit souvent à ne pas dire clairement son emploi du temps, par gêne, et le flou entretient le flou ; s'autoriser à énoncer clairement, au syndicat et à la famille, les heures et jours consacrés au syndicat, permet nettement de favoriser l'acceptation autant pour soi que pour les autres et c'est le fruit d'un combat intérieur.

**A l'hôpital et à l'UL, la prochaine étape est l'utilisation du questionnaire élaboré par les syndicats impliqués dans le projet européen, afin de poursuivre le travail autour de ces deux thèmes et creuser des pistes revendicatives. ■**

*Lydie Delmas*

## AERO-DÉFENSE

# LE SECTEUR AÉRO DÉFENSE ET SPATIAL ENTRE DANS UNE ZONE DE FORTES TURBULENCES !!!



Aquitaine Midi Pyrénées,  
ensemble pour l'emploi industriel

**Après la SOGERMA, voilà déjà deux ans, le plan POWER 8 chez EADS, les batailles dans le groupe SAFRAN, l'attaque est maintenant portée sur les établissements étatique de Défense. Attaques qui auront de réelles répercussions sur l'ensemble du secteur industriel et du tissu économique Aquitain.**

Nous devons nous appuyer sur les luttes menées ces dernières années, avec les succès connus (SOGERMA, SAFRAN...), pour montrer que rien n'est impossible et que les actions massives et unitaires peuvent inverser les choix dévastateurs du capital.

Quelle que soit l'entreprise, la CGT est porteuse de propositions pour pérenniser, développer l'emploi stable et statutaire à partir de nouvelles technologies et en réponse aux besoins de notre pays et de ses citoyens.

Ces propositions partagées par de plus en plus de salariés sont aux antipodes de ce que construit le

patronat. Précarité, augmentation de la productivité, délocalisation, dégradation des conditions de travail sont les maîtres mots de ce patronat toujours avide de plus de profits, et bien soutenu par le gouvernement.

Dans les prochains jours doit paraître le livre blanc sur la Défense et la Sécurité. Ce document définira les orientations stratégiques et industrielles pour les 15 ans à venir. S'ajoute à cela, la Révision Générale des Politiques Publiques, la Revue des programmes d'armement et la prochaine Loi de Programmation Militaire pour la période 2009-2014.

Si tout cela voit le jour, cela se traduirait par la suppression d'au moins 55 000 emplois Equivalent Temps Plein au sein du ministère de la Défense et par des dizaines de milliers d'emplois chez les sous-traitants et sur le tissu économique.

Rien n'est gravé dans le marbre.

Pour preuve le résultat des luttes qui ont conduit au maintien de la SOGERMA, qui d'ailleurs recommence à embaucher. Mais également, par les luttes menées en Allemagne, dans le cadre du plan POWER 8 où EADS, n'entend plus vendre ses sites. Ce qui a été possible en Allemagne doit l'être également sur notre territoire.

Tant pour le secteur civil que pour le secteur étatique, rien ne justifie de tel choix, si ce n'est pour permettre aux actionnaires d'être plus riches et aux salariés d'être exclus et appauvris.

La CGT, tant au niveau confédéral, fédéral, régional et local n'entend pas laisser le gouvernement et le patronat casser l'outil industriel et de recherche de notre pays.

« un pays sans industrie est un pays

qui se meurt », tels étaient les propos du Président SARKOZY, il y a encore quelques mois.

Or, que fait-il avec son gouvernement et ses amis du MEDEF ?

Des luttes se mènent et se développent un peu partout pour stopper la casse de l'outil de travail, gagner des emplois stables et statutaires et de meilleurs salaires.

Des luttes, sur des sites qui n'avaient jamais connu jusqu'à ce jour la moindre action.

La CGT va tout faire pour confédérer ces luttes, dans l'unité, par bassin d'emploi, départementalement, régionalement, nationalement.

De réelles perspectives existent actuellement. Le gouvernement voulant « attaquer » sur tous les fronts, c'est pour nous une occasion à saisir pour agir tous ensemble.

Après une rencontre du collectif inter régional à Toulouse, le travail sur l'enjeu de l'emploi industriel se poursuit entre nos deux comités régionaux. C'est dans ce cadre qu'il a été décidé de tenir une journée d'étude des syndicats des secteurs concernés de nos deux régions le 19 juin sur les enjeux des matériaux composites et de la démarche revendicative à porter dans les syndicats et les territoires

Une rencontre du secteur Aéro Défense et Spatial girondin et lot et garonnais aura lieu le 27 mai à l'UL de Mérignac.

Entre temps, des rendez-vous revendicatifs sont pointés. ■

**Hervé BAYLAC**  
**Animateur du collectif Aéro**  
**Défense et Spatial**

## TRANSPORT

## TER : UN BESOIN URGENT



Transport, un besoin quotidien

***A partir de l'automne devraient s'engager les négociations entre la Direction SNCF et le Conseil Régional en vue de la signature de la prochaine convention sur les Trains Express Régionaux (TER) en Aquitaine.***

L'expérience a montré, dans la plupart des régions, que nous avons tout intérêt à intervenir sur ces discussions pour peser sur le contenu d'une convention répondant véritablement aux besoins de transports des populations et des salariés sur les bassins de vie et d'emploi.

De plus de nouveaux enjeux vont peser dans ce débat et méritent qu'on s'en empare pour élargir la réflexion, élaborer des propositions et construire un rapport de force.

De toute évidence nous sommes dans une phase d'arrêt du « tout voiture » dans laquelle pèsent aussi le coût des transports, des carburants, les problèmes d'environnement et les décisions du Grenelle.

Ainsi la progression du TER se situe entre 5 et 10% par an ; on peut s'attendre à voir le nombre de voyageurs multiplié par 2 ou 2,5 en 10 ans. Cependant, ni la SNCF ni la Région Aquitaine ne sont actuellement en capacité d'y répondre...

Il y a donc besoin de travailler à améliorer l'existant et surtout à le développer, ce qui suppose des choix concrets, une cohérence et un outil capable d'y répondre et d'être garant d'efficacité, donc de ne pas lâcher sur la notion de service public.

Comme le proposent le secteur Fédéral des Cheminots de Bordeaux et le Comité Régional qui se sont rencontrés le 17 avril, il s'agit de travailler sur l'intérêt général et la construction de convergences revendicatives en s'appuyant sur les salariés et l'expression des besoins dans les territoires.

Il est envisagé pour cela, d'ici l'été, que puissent débattre ensemble dans les bassins d'emploi, syndicats, militants, salariés et usagers. Cette mise en commun pourrait ensuite déboucher sur des débats publics à l'automne et donner lieu à des initiatives en direction des élus

locaux, du Conseil Régional et de la SNCF.

Le comité d'entreprise régional des cheminots prévoit l'organisation d'un colloque régional.

Bien évidemment ces débats sur ce thème structurant vont permettre d'ouvrir aussi sur des questions comme le fret ou les infrastructures régionales de transport, et bien d'autres encore...

Ils se situent enfin complètement dans la démarche qui se met en œuvre dans le cadre de notre campagne « Travailler pour vivre en Aquitaine » et sont véritablement de nature à lui donner un élan supplémentaire.

Partout où cela est possible, dans les départements et les localités, nous avons besoin de travailler cette question de la future convention TER et des transports.

En devenant l'affaire de toutes nos bases syndicales, comme d'autres thèmes qui nous concernent toutes et tous, étape par étape, elle nous permettra ensuite de faire vivre au plus près des salariés (et avec eux) l'activité syndicale confédéralisée dont nous avons besoin. ■

**Jacky Varailon**

# GPEC

## LA GPEC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

*On entend parler de plus en plus de Gestion*

*Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC)*

*doit-elle être redoutée par les salariés dans les entreprises ?*

Pour les employeurs cette gestion prévisionnelle ne risque-t-elle pas se traduire par un ajustement individualisé des effectifs de l'entreprise.

Ne doit-on pas donner aux salariés tous les moyens de s'adapter aux évolutions de leur entreprise ?

La GPEC doit-elle être un outil permettant la pérennité des entreprises et donc de ses salariés ?

La CGT est soucieuse de porter au débat ces questions, et bien d'autres, que se posent ses militants et syndiqués. ■

*Christian GUERIN*

Les secteurs « Formation syndicale » et « Formation Professionnelle », le Comité Régional et l'Institut du Travail vous proposent une journée d'étude le :

**Vendredi 16 mai 2008**  
à partir de 9h

Salle de conférence  
de Bordeaux IV  
à l'université  
de Montesquieu Bordeaux IV  
Avenue Léon Duguit  
33608 PESSAC Cedex

**DÉROULEMENT JOURNÉE :**

**Institut du Travail :**

- Code légal GPEC
- Définition et négociation

**CGT :**

- Intervention sur la stratégie de l'entreprise, sur les choix en matière d'emploi, de qualification, de formation professionnelle et de salaires.



## ARTISTE DU MOIS

# Alain LONCA

## EN LEUR CHANTANT MA PETITE CHANSON...



Alain Lonca est agent d'EDF-GDF en « inactivité de service » depuis le 1er décembre 2006. Entré dans les industries électrique et gazière en 1971 et rapidement syndiqué à la CGT, il a été de toutes les actions syndicales, de toutes les solidarités. Au fil des années il a écrit environ 70 chansons et mis en musique de nombreux poèmes. Son temps libre aujourd'hui, il le consacre à partager sa passion avec d'autres collègues au sein des activités sociales. Ainsi tous les jeudis depuis 6 mois, il anime un atelier chant et guitare dont l'objectif est d'amener les participants à écrire eux-mêmes des chansons puis à les chanter en public. Pour la première fois, le 3 avril à Anglet, il a interprété une vingtaine de ses chansons pleines d'émotion, d'humanité et porteuses d'une histoire des luttes au travers de portraits de celles et ceux qui y ont contribué. Ces derniers jours, il a écrit avec son épouse Claudine, une chanson en hommage à Mai 68 qui sera diffusée lors de la manifestation du 1er mai à Bayonne et peut être ailleurs....

Mon problème ? Dès que je lis une poésie, j'entends une musique dans ma tête. J'en suis venu donc, sans vouloir me prendre pour un poète, à commettre moi-même quelques strophes, en guise de cadeau, à l'occasion d'anniversaires, de mariages, de départs en inactivité de certains collègues. C'est de cette façon, en leur chantant ma petite chanson, que j'arrive le mieux à exprimer ce que j'ai envie de leur dire. Mais pour accompagner l'amour et l'amitié, il y a le respect, les droits, la solidarité, la lutte, la liberté. Et lorsque j'écris, je m'aperçois que surgissent des mots qui reflètent ce que je ressens, ce que j'ai envie de faire connaître et de partager.

Mais, dans une poésie de Gabriel Celaya, mise en musique par Paco Ibañez, on comprend que « les mots ne suffisent pas, il faut des actes ». Et les mots n'arrivent pas seuls : il faut des rencontres et des séparations, des combats et des

injustices, des rêves et des déceptions. Et pour moi, c'est après bien des luttes dans la rue, le poing levé, que sont venus les mots et les rimes.

L'exemple des aînés m'a inspiré ces vers :

### Pour « Tonton », un vrai gazier :

Tonton, à un mois de quitter le pont  
Tu t'es offert neuf jours de grève  
Tu as aidé à sortir le cochon\*  
Il est des souvenirs mieux que des rêves

### Pour Jojo et son engagement :

Ce n'est pas demain la veille, mon pote Jojo  
Que tu traiteras quelqu'un de nom d'oiseau  
A moins que ce ne soit un vilain moineau  
Méchant ou con ou bête ou col-labo

J'aime retrouver cette solidarité, cette fraternité, dans les centres de vacances CCAS où il m'arrive de chanter pour ceux qui ont bien mérité leurs vacances. Car nous avons cette chance... « Gagnée » de pouvoir « partir ». Et dans ces lieux de loisirs, même si nous y avons l'esprit en « liberté », au fil des rencontres et face à des situations nouvelles, la réalité nous oblige à nous remettre en question. Je veux dire que la mixité sociale fait que nous sommes confrontés à la différence, donc amenés à la réflexion et ainsi à l'enrichissement de soi et à la tolérance. ■

**Alain Lonca**

\*sortir un transformateur électrique lors des grèves